

## L'ACTUALITE INTERNATIONALE

### INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

#### Conseil de normalisation des normes d'audit et d'assurance (IAASB)

##### L'IAASB aligne ses normes sur le code de l'IESBA révisé

L'IAASB met en ligne différents amendements de ses normes internationales, pour faire suite à la récente restructuration et révision du Code international de déontologie publié par le Conseil de normalisation de la déontologie, IESBA. Les amendements apportés visent à aligner les normes internationales sur les modifications apportées au Code de l'IESBA, et d'assurer ainsi que celles-ci peuvent continuer de s'appliquer dans le respect des dispositions du Code.

Leur publication s'inscrit dans le cadre de la coordination IAASB-IESBA, un engagement stratégique des deux Conseils en vue de mieux aligner leurs activités et de parvenir à une connectivité accrue et une meilleure prestation au service de l'intérêt général.

Les amendements apportés aux normes de l'IAASB entrent en vigueur à compter du 15 juillet 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*IAASB - Communiqué de presse - 8 avril 2020*

##### Priorités et projets futurs de l'IAASB : entretien avec le président et la vice-présidente de l'IAASB

Le 7 avril 2020, l'IAASB a mis en ligne une vidéo réalisée pendant un récent voyage d'information en Australie et en Nouvelle-Zélande, dans laquelle Tom Seidenstein et Fiona Campbell, respectivement président et vice-présidente de l'IAASB, discutent avec Amir Ghandar, Chartered Accountants Australia and New Zealand (CA ANZ), de l'avenir de la normalisation, du passage à une normalisation flexible (« agile standard setting ») et de la focalisation de l'IAASB sur le maintien de la confiance attachée à l'audit. Il s'agit de la première d'une série de quatre captations vidéo réalisées par CA ANZ.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*IAASB - Communiqué de presse - 7 avril 2020*

##### L'IAASB publie la version révisée de sa norme ISRS 4400 sur les procédures contractuelles

L'IAASB met en ligne la version révisée de sa norme International Standard on Related Services (ISRS) 4400 (Révisée), Procédures contractuelles (Agreed-upon procedures). Dans ce type de mission, le professionnel met en œuvre les procédures qui ont été convenues entre lui-même et la partie qui l'a missionné et il communique sur ces procédures et les conclusions auxquelles elles ont donné lieu.

Diverses parties prenantes ont recours aux rapports sur des procédures contractuelles pour différentes raisons ; tel est le cas, par exemple, des régulateurs, des organismes de financement, des créanciers qui sollicitent de telles procédures pour corroborer ou compléter des informations, telles que des états financiers audités ou pour appuyer des demandes de prêts ou de subventions.

La demande de missions contractuelles est en augmentation, au fur et à mesure de l'évolution du contexte des affaires et de l'environnement réglementaire et l'objet de cette norme révisée est de répondre à cette évolution, pour ce qui concerne les sujets financiers et non financiers. Les

modifications et améliorations apportées aux obligations y figurant et au matériel de mise en application contribueront à améliorer l'uniformité dans l'interprétation et la mise en œuvre des procédures contractuelles. Outre le travail de clarification de la rédaction, en conformité avec les conventions adoptées dans les autres normes internationales de l'IAASB, la norme révisée apporte notamment les améliorations suivantes :

- transparence accrue du rapport sur les procédures contractuelles (AUP report) : la norme introduit des obligations et des indications d'application destinées à clarifier les règles sur l'indépendance et l'établissement et la mention des obligations d'indépendance pertinentes ;
- amélioration de l'uniformité dans la mise en œuvre des missions AUP : éclaircissements sur la façon dont le professionnel exerce son jugement dans le cadre de telles missions ; introduction d'obligations et de diligences sur les conditions et la documentation de l'acceptation d'une mission.

La norme ISRS 4400 (Révisée) entrera en application pour les missions AUP, dont les termes auront été convenus à compter du 1er janvier 2022.

L'IAASB a par ailleurs publié une Fiche documentaire (Fact sheet) sur la norme ISRS 4400 (révisée), afin d'apporter un soutien logistique pour son application, sur les modifications les plus significatives, et pour aider le professionnel à naviguer au sein de la norme et à l'appliquer.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*IFAC – Communiqué de presse – 3 avril 2020*

### **Conseil international des normes de comptabilité du secteur public (IPSASB)**

#### **Le président de l'IPSASB, Ian Carruthers, s'exprime sur les implications de la pandémie de Covid-19**

Pour Ian Carruthers, un héritage majeur de cette période singulière sera sans conteste les impacts financiers à long terme des interventions des pouvoirs publics dans le monde entier. La nature et l'échelle sans précédent des mesures fiscales adoptées en réponse à la pandémie amplifient la nécessité d'une Gestion financière publique (PFM) forte, qui permette de maximiser leur efficacité immédiate. Une obligation forte de rendre publiquement compte des ressources utilisées pour combattre la pandémie, via un reporting financier de qualité, sera également essentielle pour rendre leur impact global totalement transparent. Ian Carruthers rappelle l'ensemble des ressources qui ont été mises en place par l'IPSASB sur son site.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*IFAC - Communiqué de presse - 7 avril 2020*

#### **L'IPSASB publie des Questions et Réponses dédiées au Covid-19**

L'IPSASB met en ligne un ensemble de questions et réponses liées au Covid-19, sous le titre «COVID-19: Relevant IPSASB Accounting Guidance». L'objectif du document est de sensibiliser aux questions de reporting financier qui se font jour dans le cadre des réponses apportées au Covid-19 par les pouvoirs publics. Le document souligne notamment les implications comptables de leurs initiatives, et s'interroge sur la façon dont les normes IPSAS et les autres recommandations de l'IPSASB abordent les transactions et les événements qui surgissent en raison de la pandémie. Cette publication ne constitue pas une prise de position faisant autorité, ni n'a vocation à se substituer aux dispositions des normes IPSAS existantes.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*IPSASB - Communiqué de presse - 6 avril 2020*

### **Conseil international des normes de déontologie de l'IFAC (IESBA)**

#### **L'IESBA reporte la date limite de commentaires de ses consultations en cours**

L'IESBA a annoncé qu'il reportait d'un mois, soit jusqu'au 4 juin 2020, la période de commentaires sur ses exposés-sondages en cours de consultation : «Proposed Revisions to the Non-Assurance Services

Provisions of the Code» et «Proposed Revisions to the Fee-Related Provisions of the Code», qui sont tous deux destinés à améliorer les dispositions du Code relatives, respectivement, aux missions autres que d'assurance et aux honoraires.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*IFAC - Communiqué de presse - 7 avril 2020*

## **ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE VALEURS (OICV)**

### **L'OICV fait une déclaration sur l'application des normes comptables durant la pandémie de Covid-19**

Les organismes membres de l'OICV régulent plus de 95 % des marchés de valeurs du monde et sont en charge de la supervision des marchés financiers, de l'application et de la mise en œuvre des normes comptables. Face aux incertitudes soulevées par la pandémie de Covid-19, l'OICV rappelle son soutien à l'élaboration, à l'application et à la mise en œuvre uniformes de normes comptables de qualité élevée, qui revêtent une importance critique pour le fonctionnement approprié des marchés financiers, tout particulièrement dans ces temps d'incertitude.

Parmi les objectifs de l'OICV figurent la protection des investisseurs, le maintien de marchés réguliers, efficaces et transparents et la gestion des risques systémiques. L'application des normes comptables doit permettre aux émetteurs de valeurs mobilières de fournir des informations claires, fiables, transparentes et utiles permettant aux investisseurs de prendre leurs décisions d'investissements.

L'OICV se félicite de la récente initiative de l'IASB de présenter du matériel pédagogique pour l'application de la comptabilisation des pertes de crédit attendues, en conformité avec la norme IFRS 9, Instruments financiers, durant la période d'incertitude économique liée à la pandémie de Covid-19. L'OICV préconise une approche coordonnée de la supervision des marchés financiers et s'est d'ores et déjà engagée avec l'IASB et d'autres régulateurs concernant la mise en application de la norme IFRS 9 dans ce contexte

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*OICV - Communiqué de presse - 3 avril 2020*

## **L'ACTUALITE EUROPEENNE**

### **ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)**

#### **ACE publie une mise à jour de sa publication consacrée à la pandémie de Covid-19**

ACE met en ligne une mise à jour de la publication consacrée aux implications du Covid-19 sur le reporting d'entreprise, qui se focalise notamment sur l'extension des dates limites de reporting, les dispositions de la norme comptable internationale IAS 10, Evénements postérieurs à la date du bilan, de la norme IAS 36, Dépréciation des actifs, et de la norme IFRS 9, Instruments financiers. Elle rend compte des suites données par les différentes Autorités nationales compétentes (NCAs en anglais).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ACE - Communiqué de presse - 10 avril 2020*

#### **La profession comptable exhorte au renouveau de la Stratégie financière durable**

La pandémie de Covid-19 en cours apporte la démonstration de la nécessité d'améliorer la résilience de nos sociétés et de faciliter la transition vers une économie plus durable. L'heure est désormais venue de tirer les leçons de ce qui est en train de se produire, d'autant plus que les dommages environnementaux accroissent la probabilité d'occurrence de telles crises.

La profession comptable est impatiente de contribuer à l'initiative engagée par la Commission européenne en vue de renouveler sa Stratégie de finance durable. La réponse apportée par ACE le 8

avril s'appuie sur l'expérience de terrain accumulée par le million de professionnels comptables en Europe. ACE rappelle dans cette déclaration que ces professionnels peuvent aider la Commission européenne à concrétiser les objectifs qu'elle a fixés dans le Pacte vert, notamment dans le domaine de la gouvernance d'entreprise, de la comptabilisation du capital naturel, du reporting d'entreprise et du soutien aux PME.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

### **ACE livre les résultats de son enquête sur les seuils d'exemption de l'audit dans l'Union européenne**

Suite à l'adoption en 2013 de la directive comptable européenne, les petites sociétés des pays de l'Union européenne ne sont plus tenues de soumettre leurs comptes à un audit légal. Néanmoins, la législation européenne autorise les Etats membres à imposer un audit à leurs petites entreprises, sur le fondement de paramètres spécifiques. ACE met en ligne une mise à jour de sa précédente fiche d'information datant de 2016 et présente un tableau des seuils actuels d'exemption de l'audit en Europe et comment certains pays ont récemment été conduits à les modifier.

L'étude d'ACE indique qu'entre 2016 et 2020, quatre pays de l'Union européenne ont baissé le seuil d'audit obligatoire, tandis que quatre autres l'ont relevé. L'enquête a par ailleurs mis en évidence des divergences au sein des politiques nationales et des points de vue sur l'audit des petites entreprises.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ACE - Communiqués de presse - 9 avril 2020*

### **ACE publie un compte-rendu de son enquête sur la situation des banques en Europe**

ACE publie une mise à jour de son analyse du champ d'application de la législation européenne relative à l'audit des banques. La précédente étude datait de 2016.

Dans l'édition 2020, ACE a enquêté auprès de 26 Etats membres (à l'exclusion de la Pologne), plus la Norvège, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie. L'étude constate que les Etats membres complètent souvent les obligations légales prévues par la législation européenne et que la variété et la typologie de ces dispositions complémentaires diffèrent grandement et se nuancent en fonction de chaque contexte national.

A l'instar de l'édition 2016 de l'enquête, les conclusions sur les «dispositions complémentaires de supervision» continuent d'être largement divergentes selon les pays. L'enquête indique par ailleurs un glissement de l'audit légal ou des autres formes d'assurance vers une combinaison des deux obligations. Par exemple, des missions liées à une certaine catégorie d'«obligation de supervision complémentaire» (par exemple, Conformité : organisation réglementaire/gouvernance) font partie de l'audit légal, tandis que certaines autres correspondent à d'autres obligations d'assurance.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

### **ACE publie sa Lettre d'information «Technologie»**

ACE met en ligne sa lettre d'information sur la technologie, «Technology Update», qui récapitule les développements intervenus en matière de technologies au cours du mois de mars :

- la consultation de l'Union européenne sur la finance numérique et la stratégie des paiements de détail ;
- la numérisation des PME, priorité stratégique clef de la Commission européenne ;
- les propositions de la Commission européenne concernant l'intelligence artificielle et la stratégie des données ;
- la publication du rapport de l'OICV sur la réglementation des plateformes de négociation des crypto-actifs ;
- le rapport de l'ACCA, sur le professionnel comptable à l'ère du numérique, «The digital accountant: digital skills in a transformed world».

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ACE- Communiqué de presse - 8 avril 2020*

## **ACE répond à la consultation de l'IESBA sur la question de l'objectivité**

L'IESBA a mis en consultation un exposé-sondage, intitulé «Proposed Revision to the Code Addressing the Objectivity of Engagement Quality Reviewers», qui constitue une révision limitée du Code international de déontologie de la profession comptable, portant sur le thème de l'objectivité du contrôleur qualité de la mission (engagement quality reviewer). Les propositions avancées dans ce projet traitent notamment des différents types de menaces pesant sur la conformité au principe d'objectivité qui pourraient se présenter dans le cas où un individu est pressenti pour être nommé comme contrôleur (EQR). ACE met en ligne ses commentaires à cet exposé-sondage.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ACE- Communiqué de presse - 7 avril 2020*

## **ACE publie un Audit Policy Update**

ACE met en ligne un nouvel opus de sa publication, récurrente, Audit Policy Update, daté d'avril 2020, qui évoque notamment :

- la crise liée à la pandémie de Covid-19 et les implications sur le reporting et l'audit ;
- la déclaration du CEAOB sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'audit des états financiers et les domaines qui seront le plus à surveiller (Cf. Newsletter DIPAC au 3 avril 2020) ;
- les recommandations publiées par l'IAASB à l'attention des auditeurs dans le contexte de la pandémie liée au Covid-19 (Cf. Newsletter DIPAC au 3 avril 2020) ;
- le lancement de l'enquête de suivi par le Business Committee (cf. infra Rubrique L'actualité par pays) ;
- le renforcement de la supervision de la profession comptable aux Pays-Bas (cf. infra Rubrique L'actualité par pays), avec l'homologation des recommandations du Future Accountancy Sector Committee suite à son évaluation critique du secteur de la comptabilité.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ACE- Communiqué de presse - 6 avril 2020*

## **ACE publie une nouvelle édition de sa Lettre d'information fiscale**

ACE met en ligne une mise à jour de sa publication fiscale, Tax Policy Update, qui couvre la période du 23 mars au 3 avril 2020. Ce numéro évoque notamment :

- la proposition de la Commission européenne d'autoriser temporairement les Etats membres à suspendre les tarifs douaniers et la TVA sur l'importation d'équipement médical de protection, en réaction à la pandémie de Covid-19. Cette décision s'appliquera du 30 janvier au 31 juillet 2020 ;
- la demande de candidatures pour siéger au groupe d'experts constitué par la Commission européenne en vue d'un échange réciproque de données afin de lutter contre la fraude à la TVA. Les candidatures doivent parvenir avant le 24 avril 2020 ;
- les mesures fiscales d'urgence proposées par l'OCDE pour aider à endiguer l'impact du Covid-19 ;
- le peu d'empressement du Trésor américain à vouloir prendre en compte les préoccupations de l'Union européenne concernant le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), loi dont l'objectif est la mise en place d'une déclaration annuelle à l'administration fiscale américaine (IRS - Internal Revenue Service) sur les comptes détenus hors des Etats-Unis par des contribuables américains.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ACE - Communiqué de presse - 3 avril 2020*

## **AUTORITE BANCAIRE EUROPEENNE (ABE)**

### **L'ABE publie une mise à jour de la liste des Autres établissements d'importance systémique**

L'ABE publie la liste 2019 des Autres établissements financiers d'importance systémique (Other Systemically Important Institutions- O-SII) dans l'Union européenne, qui complète la liste des institutions mondiales d'importance systémique (Global Systemically Important Institutions- G-SII).

Cette liste présente également les réserves de fonds propres supplémentaires que les autorités compétentes ont fixés pour les O-SII ayant été identifiées.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ABE - Communiqué de presse - 3 avril 2020*

## COMMISSION EUROPEENNE

### Report de la date limite de consultation sur la révision de la directive NFRD

En février 2020, la Commission européenne a lancé une consultation dans le cadre de la révision de la directive sur le reporting non-financier, révision nécessaire du fait du constat qu'il existe des lacunes au sein des informations non-financières présentées et notamment que :

- les informations non financières qui sont présentées ne sont ni assez fiables, ni assez comparables pour les investisseurs et la société civile
- les entreprises ne présentent pas toutes les informations non financières que les utilisateurs jugent nécessaires et/ou présentent des informations non pertinentes ;
- certaines entreprises omettent de présenter des informations non-financières ;
- la présentation des informations non-financières reste parfois peu explicite pour les investisseurs qui peinent à localiser les informations dont ils ont besoin.

Compte tenu de la situation actuelle, la date limite de commentaire sur ces propositions, initialement prévue le 14 mai 2020, est repoussée jusqu'au 11 juin 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*Commission européenne - Communiqué de presse - 3 avril 2020*

## EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP (EFRAG)

### L'EFRAG reporte la date de dépôt de candidature pour son deuxième groupe de travail

L'EFRAG repousse au 4 mai 2020 la date limite de dépôt de candidature à son groupe de travail chargé d'élaborer un nouveau projet sur le reporting des risques non financiers et leur corrélation avec le modèle d'entreprise. L'objectif de ce nouveau projet est d'identifier les bonnes pratiques s'agissant du reporting des risques non-financiers et d'examiner les besoins et les attentes en information d'une large gamme d'utilisateurs et d'autres parties prenantes, la mesure dans laquelle ces risques sont traités dans les pratiques de reporting actuelles et les défis auxquels font face les entreprises pour apporter cette information. Les candidatures doivent être adressées à [nominations@efrag.org](mailto:nominations@efrag.org).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*EFRAG - Communiqué de presse - 8 avril 2020*

## L'ACTUALITE PAR PAYS

### ESPAGNE - Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España (ICJCE)

#### L'ICJCE présente la nouvelle version de son site dédié au Covid-19

L'ICJCE présente la nouvelle version du site, reconfiguré et amplifié, qu'il a dédié à l'audit et au Covid-19. Le site se compose de quatre parties : Aspects techniques, Normes, Liens d'intérêt national et international et Autres informations, de caractère général. L'ensemble des contenus est actualisé et s'enrichit des contenus mis à disposition par les instances de supervision européenne. Il rend compte des positions adoptées par Accountancy Europe, l'ICAEW et le FRC britanniques et l'IAASB de l'IFAC.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

*ICJCE – Communiqué de presse – 1<sup>er</sup> avril 2020*

## ETATS-UNIS

### Continuité de l'exploitation et normes d'audit en période de pandémie

L'article de la revue Journal of Accountancy donne un ensemble de recommandations et conseils sur les points des normes d'audit applicables à prendre en considération. Il s'attache notamment à rafraîchir la mémoire des auditeurs sur ce que les normes d'audit disent sur la continuité de l'exploitation et à décrire la façon dont elles interagissent avec les normes comptables.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

*Journal of Accountancy -3 avril 2020*

## PAYS-BAS

### Le gouvernement néerlandais renforce la supervision de la profession comptable

En 2018, le gouvernement néerlandais a mis en place une commission, Future Accountancy Sector Committee (CTA), chargée d'effectuer une évaluation critique du secteur de la comptabilité et d'élaborer des recommandations en vue d'améliorer la qualité des services fournis par la profession comptable. Le Ministre des finances, Hoekstra, a accepté la plupart des recommandations édictées par la commission CTA, et notamment les suivantes :

- la supervision du secteur est dévolue à l'Autorité des Marchés financiers (AFM) ;
- les cabinets devront nommer un directeur de la supervision externe, doté de prérogatives accrues ;
- les auditeurs devront être plus transparents sur la mise en œuvre de leurs diligences, sur la base de nouveaux critères de qualité ;
- l'audit seul, l'audit conjoint et l'étanchéité financière entre audit et conseil, sont encore à l'étude ;
- le lancement prochain de tests de nomination indépendante des auditeurs.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#) (en néerlandais)

*Accountancy Europe –Audit Update- 6 avril 2020*

## ROYAUME-UNI

### Financial Reporting Council (FRC)

#### Le FRC met à jour son site d'information sur le Covid-19

Le FRC met en ligne une mise à jour de son Bulletin Covid-19, qui porte sur le matériel et la documentation sur le thème : «Réunir des éléments probants par des moyens déployés à distance».

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

*FRC – Communiqué de presse -9 April 2020*

### Corporate Finance Network (CFN)

#### Enquête sur la situation des PME

D'après une recherche effectuée par CFN auprès de ses clients, du fait de la pandémie de Covid-19, 20 % des PME vont «probablement» ou «certainement» être à court de trésorerie au cours des deux prochaines semaines. Selon cette recherche, 0,4 % ont déjà définitivement fermé leurs portes ; 26 % ne seront pas en mesure de supporter un confinement supplémentaire de quatre semaines, nonobstant les mesures de prêts d'urgence prises par les pouvoirs publics.

L'ACCA a accepté de faire participer ses membres à cette recherche et à son actualisation, afin de permettre une mise à jour de ces résultats sur une plus large base et de fournir un baromètre significatif.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

*The Accountant - 7 avril 2020*

### Le BEIS lance une enquête de suivi

Le BEIS lance une enquête en vue de pourvoir à une réforme de l'audit. L'objectif est de trouver le moyen de mettre en œuvre une réforme significative du secteur de l'audit au Royaume-Uni, qui fasse suite aux recherches respectives du Comité BEIS, de l'Autorité de la concurrence et des marchés (CMA), de Sir Donald Brydon et Sir John Kingman. Dans cette enquête, le BEIS compte réunir des témoignages oraux basés sur les réponses apportées par les parties prenantes lors des investigations successives et d'examiner comment ils peuvent s'emboîter pour concrétiser la réforme du secteur de l'audit au Royaume-Uni.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

*BEIS – Communiqué de presse – 20 mars 2020*